

## **COMMUNIQUE du Conseil d'administration de l'ANCAV-SC**

### ***Ensemble, faisons barrage !***

Les organisations syndicales tirent la sonnette d'alarme sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays.

La politique sociale et économique désastreuse du président Macron, dictée par les financiers et le Medef, lui fait porter une énorme responsabilité à la montée de l'extrême droite.

Faisons les comptes ! Toutes les réformes imposées par sa politique ont entraîné une régression sociale ! Nous pourrions certainement en oublier tant elles sont nombreuses. C'est pour cela que le Conseil d'administration de l'ANCAV-SC dénonce entre autres toutes les décisions prises, par les pouvoirs publics, ces dernières années qui ont conduit à l'affaiblissement des institutions représentatives des salariés et en particulier du rôle et missions des CSE en matière d'activités sociales, sportives et culturelles.

Réduire les moyens alloués aux CSE, c'est affaiblir la politique culturelle du Pays, c'est affaiblir l'éducation populaire, c'est affaiblir la solidarité, c'est affaiblir la mixité sociale.

Les Comités d'entreprise, partie intégrante du socle républicain d'après-guerre, ont incontestablement démontré leur efficacité à l'émancipation des salariés dans tous les domaines.

Affaiblir les CSE, les activités sociales et culturelles, c'est de fait donner champ libre au populisme.

L'idéologie de l'extrême droite repose sur une vision sociale étroite, exclusive et discriminante. Tout l'inverse des valeurs et principes qui ont constitué les CSE depuis leur origine.

N'ayons aucun doute, une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour les activités sociales et culturelles (ASC) que nous défendons au quotidien au sein de nos organisations syndicales, des associations du Tourisme Social et des CSE, COS, CASC et organismes assimilés.

C'est pourquoi, le conseil d'administration de l'ANCAV-SC réuni ce 13 juin appelle à faire barrage à l'extrême droite d'une part et d'autre part en portant les revendications sociales en faveur des ASC.

Exiger les moyens nécessaires en direction des CSE, COS, CASC et organismes assimilés pour :

- renforcer l'éducation populaire et ainsi développer l'accès à la culture, au sport et aux loisirs de qualité pour toutes et tous,
- agir pour la mixité sociale et le brassage culturel,
- favoriser le départ en vacances pour toutes et tous,
- promouvoir le Tourisme Social.

Ensemble, continuons de porter des activités sociales et culturelles émancipatrices.

Contribuons à la construction d'un autre projet de société, humaniste et progressiste !

Montreuil, le 13 juin 2024